



13 janvier : grève dans l'Éducation

lundi 21 mars 2022, par [Bariaud](#)

ACTUALITÉ

13 JANVIER : GRÈVE DANS L'ÉDUCATION

Une semaine après la reprise des cours à la suite des vacances d'hiver, les personnels de l'éducation nationale se sont massivement mis en grève.

Face à un protocole sanitaire difficile à appliquer au vu des moyens donnés, face à une épidémie galopante et un ministre méprisant, les personnels sont à bout. Et particulièrement dans le 1^{er} degré où la gestion des attestations de tests et la continuité pédagogique sont rendues compliquées par un retour des élèves au compte-gouttes. Avec un taux de grévistes de près de 75 % dans le 1^{er} degré et de 60 % dans le 2nd degré, c'est bien la voix de la communauté éducative dans son ensemble qui s'est fait entendre.

Depuis deux ans, les organisations syndicales demandent un plan d'urgence pour l'école.

Ce plan d'urgence présenté plusieurs fois devant Blanquer est resté sans réponse. Bien au contraire, Blanquer a continué la destruction de l'école : suppression de postes, fermeture de classes, réforme du bac, réforme de la voie professionnelle, réforme du lycée général, ouverture des unités de formations des apprentis dans les lycées professionnels, loi Rilhac, loi 3DS.

À la CGT, il est évident que nous sommes favorables au maintien de l'ouverture des écoles dans cette période de crise sanitaire mais pas à n'importe quel prix, pas sans donner tous les moyens matériels de protections nécessaires ni les moyens humains pour le permettre dans de bonnes conditions.

La CGT Éducation et la CGT Enseignement Privé continuent d'exiger un plan d'urgence avec la création immédiate, massive et pérenne de postes de toutes catégories de personnel, en commençant par l'ouverture et l'équipement des listes complémentaires.



aux cancéreux. Mais aussi, devant une épidémie galopante et la dégradation des conditions d'apprentissage des élèves due à l'épidémie, elles exigent le report des épreuves de spécialité du baccalauréat en juin, la diminution des effectifs par classe, l'ajustement des programmes pour tenir compte des 3 années scolaires perturbées et l'abandon des réformes Blanquer de tri social et de la sélection à l'université.

Cette belle journée de mobilisation se finit par une audience avec le premier ministre qui tente de décevoir l'incendie du pyromane Blanquer.

Malheureusement, les annonces restent très en deça de la colère !

→ Mise en place d'une Instance nationale de concertation sur la gestion du risque Covid-19 en milieu scolaire (incluant ministère de la santé, ministère de l'Éducation nationale, et experts), cette instance sera déclenchée dans les académies.

→ Recensement de 900 professeurs des écoles via les listes complémentaires.

→ Distribution de masques FFP2.

→ Discussions autour du report des évaluations mi-CP et des épreuves terminales de spécialités.

Plus généralement, la colère est renforcée dans l'ensemble de la profession. C'est une perte de sens du métier de plus en plus ressentie par les collègues, un manque de reconnaissance, notamment salariale, qui ont aussi conduit à la mobilisation. Le mal-être dans la profession est fort, les chiffres des ansis, démissions et demandes de ruptures conventionnelles en sont une preuve.

Finalement, cette forte mobilisation aura permis un changement de ton et de méthode du ministre, un premier pas, certes très insuffisant mais qui doit nous encourager à poursuivre les mobilisations pour maintenir la pression et gagner !



04

Le Jeudi 17/01 - mars 2022

Une semaine après la reprise des cours à la suite des vacances d'hiver, les personnels de l'éducation nationale se sont massivement mis en grève.

Face à un protocole sanitaire difficile à appliquer au vu des moyens donnés, face à une épidémie galopante et un ministre méprisant, les personnels sont à bout. Et particulièrement dans le 1^{er} degré où la gestion des attestations de tests et la continuité pédagogique sont rendues compliquées par un retour des élèves au compte-gouttes. Avec un taux de grévistes de près de 75 % dans le 1^{er} degré et de 60 % dans le 2nd degré, c'est bien la voix de la communauté éducative dans son ensemble qui s'est fait entendre.

Depuis deux ans, les organisations syndicales demandent un plan d'urgence pour l'école

Ce plan d'urgence présenté plusieurs fois devant Blanquer est resté sans réponse. Bien au contraire, Blanquer a continué la destruction de l'école : suppression de postes, fermeture de classes, réforme du bac, réforme de la voie professionnelle, réforme du lycée général, ouverture des unités de formations des apprentis dans les lycées professionnels, loi Rilhac, loi 3DS ...

À la CGT, il est évident que nous sommes favorables au maintien de l'ouverture des écoles dans cette période de crise sanitaire mais pas à n'importe quel prix, pas sans donner tous les moyens matériels de protections nécessaires ni les moyens humains pour le permettre dans de bonnes conditions.

La CGT Educ'action et la CGT Enseignement Privé continuent d'exiger un plan d'urgence avec la création immédiate, massive et pérenne de postes de toutes catégories de personnel, en commençant par l'ouverture et l'épuisement des listes complémentaires aux concours. Mais aussi, devant une épidémie galopante et la dégradation des conditions d'apprentissage des élèves due à l'épidémie, elles exigent le report des épreuves de spécialité du baccalauréat en juin, la diminution des effectifs par classe, l'adaptation des programmes pour tenir compte des 3 années scolaires perturbées et l'abandon des réformes Blanquer de tri social et de la sélection à l'Université.

Cette belle journée de mobilisation se finira par une audience avec le premier ministre qui tente de d'éteindre l'incendie du pyromane Blanquer.

Finalement, les annonces restent très en deçà de la colère !

- Mise en place d'une instance nationale de concertation sur la gestion du risque Covid-19 en milieu scolaire (mêlant ministère de la santé, ministère de l'éducation nationale, et expert·es), cette instance sera déclinée dans les académies.
- Recrutement de 800 professeur·ses des écoles via les listes complémentaires.
- Distribution de masques FFP2.
- Discussions autour du report des évaluations mi-CP et des épreuves terminales de spécialités.

Plus généralement, la colère est profonde dans l'ensemble de la profession. C'est une perte du sens du métier de plus en plus ressentie par les collègues, un manque de reconnaissance, notamment salariale, qui ont aussi conduit à la mobilisation. Le mal-être dans la profession est fort, les chiffres des arrêts, démissions et demandes de ruptures conventionnelles en sont une preuve.

Finalement, cette forte mobilisation aura permis un changement de ton et de méthode du ministre, un premier pas, certes très insuffisant mais qui doit nous encourager à poursuivre les mobilisations pour maintenir la pression et gagner !